

ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 53
du 19 FEV. 2026

complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié autorisant la société SITA FD (actuellement SFTR) à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Montois-la-Montagne et de Moyeuvre-Grande (antériorité au titre de la rubrique 4130 et évolution de la nomenclature ICPE)

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de Moselle, sous-préfet de Metz ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques notamment 4120, 4130, 4150, 4738, 4739 ou 4740 s'applique de plein droit à l'installation au titre de la rubrique 4130 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchet dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié modifiant certains articles de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 autorisant la société SITA FD à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-199 du 8 octobre 2009 autorisant la société SFTR à reprendre l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et de Moyeuvre-Grande ;
- Vu** la déclaration d'antériorité du 17 octobre 2022 adressée par la société SFTR au préfet de la Moselle pour ses installations sises sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et de Moyeuvre-Grande ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est du 12 décembre 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 26 janvier 2026 à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu** l'absence d'observation sur le projet d'arrêté susvisé ;

Considérant les modifications de la nomenclature des installations classées intervenues depuis l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2009 modifié susvisé ;

Considérant que la société SFTR demande à bénéficier du droit acquis pour la rubrique 4130 de la nomenclature des installations classées en vigueur, pour poursuivre ses activités régulièrement mises en service ;

Considérant que la société SFTR est connue de préfet de la Moselle au titre des installations classées pour la protection de l'environnement notamment via l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 janvier 2009 modifié susvisé, ce qui lui permet de bénéficier de l'antériorité pour la rubrique 4130 et la capacité associée déjà autorisées ;

Considérant que la déclaration d'antériorité présentée par la société SFTR nécessite la mise à jour de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2009 modifié susvisé (rubriques ICPE et arrêtés ministériels applicables) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er}:

La société SFTR, dénommée ci-après « l'exploitant », dont le siège social est situé 17 rue de Copenhague Zone de l'Espace Européen de l'Entreprise à Schiltigheim (67), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'ensemble des installations qu'elle exploite sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande.

Article 2

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2009 modifié susvisé est modifié comme suit :

«

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé de la rubrique</i>	<i>Volume d'activité</i>	<i>Régime (1)</i>
2760.2.b	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non-dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a)	Capacité maximale : 100 000 tonnes/an	A
3540.1	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3. 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	100 000 tonnes/an	A
2791.1	Installation de traitement de déchets non-dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j.	Capacité maximale : 100 m ³ /jour dont 30 m ³ /jour de lixiviats provenant de sites extérieurs.	A
4130.2.b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieur ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (D)	Stockage maximal d'acide nitrique : 9 t	D

(1) A : Autorisation – D: Déclaration »

Article 3

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
02/02/98	Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
13/07/98	Arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques notamment 4120, 4130, 4150, 4738, 4739 ou 4740 s'applique de plein droit à l'installation au titre de la rubrique 4130
04/10/10	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
15/02/16	Arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
22/11/23	Arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchet dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 4 – Information des tiers

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Montois-la-Montagne et de Moyeuvre-Grande et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairies de Montois-la-Montagne et de Moyeuvre-Grande pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Moselle pendant une durée minimale de quatre mois : publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – arrondissement de Metz.

Article 5 – Délai et voie de recours

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

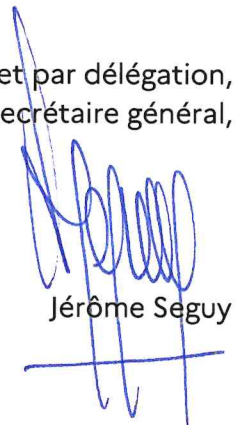
Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, les maires de Montois-la-Montagne et de Moyeuvre-Grande, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SFTR.

A Metz, le 19 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Jérôme Seguy

